

## **Document de réflexion pour le Forum mondial de la démocratie 2013**

### **Exploiter le web comme outil de démocratie : nouvelles pistes pour l'étude et la pratique de la démocratie numérique**

*Amanda Clarke, Université d'Oxford*

## **Table des matières**

<b>Résumé .....</b>	<b>3</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>4</b>
<b>Partie 1 — Le déclin de la politique démocratique traditionnelle.....</b>	<b>5</b>
<b>Partie 2 — La montée et le déclin du cyberenthousiasme.....</b>	<b>11</b>
<b>Partie 3 — Une nouvelle approche de la pratique et de l'étude de la démocratie numérique.....</b>	<b>13</b>
<b>Partie 4 — Utiliser le web pour porter atteinte à la démocratie.....</b>	<b>17</b>
<b>Partie 5 — Recommandations .....</b>	<b>18</b>

## Résumé

Dans le monde entier, les électeurs boudent les urnes, les adhérents se détournent des partis politiques et les citoyens se disent, dans des proportions alarmantes, à la fois méfiants et mécontents de leurs dirigeants politiques. Dans le même temps, on peut lire des comptes rendus de manifestations impressionnantes coordonnées via le web, prendre connaissance d'informations politiques échangées sur les réseaux sociaux, signer des pétitions en ligne et faire des dons en faveur d'initiatives de financement participatif. Quel rôle joue internet dans une démocratie à l'heure où de nombreuses activités démocratiques « hors ligne » sont en déclin ? C'est à cette question que le présent rapport tentera de répondre, tout en proposant de nouvelles pistes pour l'étude et la pratique de la démocratie numérique.

Le rapport est structuré en cinq parties. La première présente des données globales de haut niveau, qui attestent d'un recul des modes de participation politique « traditionnels » comme le vote, l'adhésion à un parti, l'affiliation à un syndicat ou le militantisme. La deuxième partie montre qu'en dépit des attentes la première phase de participation politique sur internet n'a pas permis de remédier à ces tendances inquiétantes.

La troisième partie explique que le web n'en a pas moins un rôle important à jouer dans la démocratie telle que nous la connaissons aujourd'hui et que la meilleure façon de définir ce rôle est de commencer par examiner les fonctionnalités du web en tant que moyen de communication. Internet permet à des personnes ayant des intérêts communs de former des communautés, qui pourront faciliter l'engagement politique dans des espaces non politiques. Le web réduit les coûts d'échange de l'information et de collaboration, faisant ainsi émerger des modèles d'engagement citoyen novateurs. Enfin, en plus d'être une plateforme d'engagement démocratique, il est aussi un outil d'étude. Les données massives et les méthodes de recherche basées sur le web apportent un nouvel éclairage sur les mécanismes de l'action collective, qui pourrait aider les institutions politiques et la société civile à mieux concevoir les initiatives en faveur de l'engagement dans les années à venir.

La quatrième partie est également consacrée aux fonctionnalités du web, mais pour souligner qu'internet peut être utilisé pour porter atteinte aux idéaux démocratiques. Les questions soulevées par l'engagement sur le web – surveillance de l'Etat, censure en ligne, problème de transparence – montrent qu'il ne faut pas se livrer à des analyses déterministes fondées sur la technologie en partant du principe que le web est forcément un allié de la démocratie.

La cinquième partie, qui conclut le rapport, contient une série de recommandations. Les chercheurs doivent mieux intégrer dans leurs analyses les méthodes de recherche basées sur le web et les données générées par le web, en utilisant ces nouveaux éléments pour élaborer des recommandations à l'attention de la société civile et des institutions politiques. De leur côté, les groupes de la société civile doivent mener une réflexion plus créative et plus stratégique sur la façon dont ils se servent des médias numériques à des fins de recrutement, de collecte de fonds et de sensibilisation et pour passer au crible l'action des gouvernements. Enfin, avec

l'émergence de nouveaux modes de participation et la meilleure connaissance des mécanismes d'engagement, les gouvernements et les parlements devront réviser voire abandonner leurs pratiques actuelles de démocratie représentative pour inverser les tendances préoccupantes décrites au début de ce rapport.

## Introduction

La démocratie est-elle en déclin ? Les taux de participation aux élections diminuent, les partis peinent à attirer de nouveaux membres et les citoyens sont nombreux à exprimer leur méfiance à l'égard des institutions politiques. Dans un tel contexte, il serait pour le moins difficile de conclure à la bonne santé de la démocratie, mais il est tout aussi difficile d'affirmer qu'elle est en péril alors que les citoyens parlent de politique sur internet au quotidien, que les technologies numériques offrent à chacun de nouvelles possibilités de contribuer aux travaux des institutions politiques, que des pétitions en ligne recueillent des millions de signatures et que les réseaux sociaux sont utilisés pour coordonner de gigantesques manifestations. Les activités « traditionnelles » associées à la démocratie représentative sont certes en déclin, mais ce déclin peut être compensé ou inversé grâce à la démocratie numérique apparue ces dernières années. Le présent rapport examine ces tendances et transitions tout en proposant de nouvelles pistes pour l'étude et la pratique de la démocratie numérique.

La première partie présente des données qui mettent en évidence le déclin de la politique en démocratie au cours des dernières décennies. Les citoyens sont à la fois de moins en moins nombreux à aller voter, à adhérer à un parti et à signer des pétitions et de plus en plus nombreux à exprimer un désintérêt et un mécontentement à l'égard de la politique.

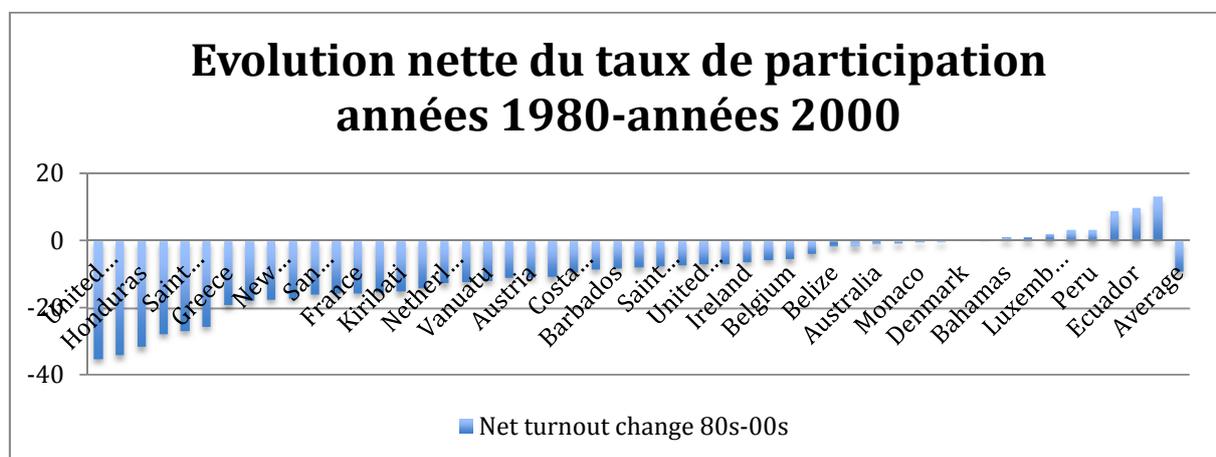
La deuxième partie expose les thèses des premiers observateurs de la démocratie numérique. Elle confronte les points de vue optimistes des cyberenthousiastes, qui estimaient que le web redonnerait vie à la politique dans les sociétés contemporaines, et les arguments des cybersceptiques, dont les études empiriques tendaient à montrer que le web n'était pas une panacée pour les démocraties en difficulté.

La troisième partie s'intéresse aux recherches récentes et va au-delà de la dichotomie cyberenthousiastes/cybersceptiques qui a dominé les premières études sur la démocratie numérique. Le web ne devrait pas être évalué comme outil de la démocratie au regard des modèles du passé. Il faudrait adopter une approche plus efficace, en commençant par examiner les fonctionnalités d'internet, et se demander comment exploiter celles-ci pour promouvoir l'engagement démocratique aujourd'hui. Dans cet esprit, le rapport donne trois exemples dans lesquels les possibilités uniques qu'offre le web comme moyen de communication sont une source d'espoir pour la pratique démocratique : internet est un moyen de faire de la politique dans des espaces non politiques ; il fait émerger des formes novatrices d'engagement citoyen comme l'externalisation ouverte (*crowdsourcing*) ; il permet de mieux comprendre et évaluer les mécanismes de l'engagement démocratique.

La quatrième partie met en garde contre les approches déterministes fondées sur la technologie, qui n'envisagent pas la possibilité que le web puisse être utilisé pour porter atteinte aux idéaux démocratiques. Vient ensuite la cinquième partie du rapport, qui présente une série de recommandations destinées aux chercheurs, à la société civile, aux gouvernements et aux parlements, indiquant à chacun comment mieux tirer parti du web en tant qu'outil d'engagement démocratique dans les années à venir.

## Partie 1 — Le déclin de la politique démocratique traditionnelle

Globalement, le taux de participation aux élections démocratiques n'a pas cessé de diminuer depuis 1980 à travers le monde. Sur 49 démocraties<sup>1</sup>, 40 ont enregistré une baisse de la participation aux élections législatives entre 1980-84 et 2007-2013. En moyenne, le taux a diminué de 10 points dans ces 49 pays<sup>2</sup>.

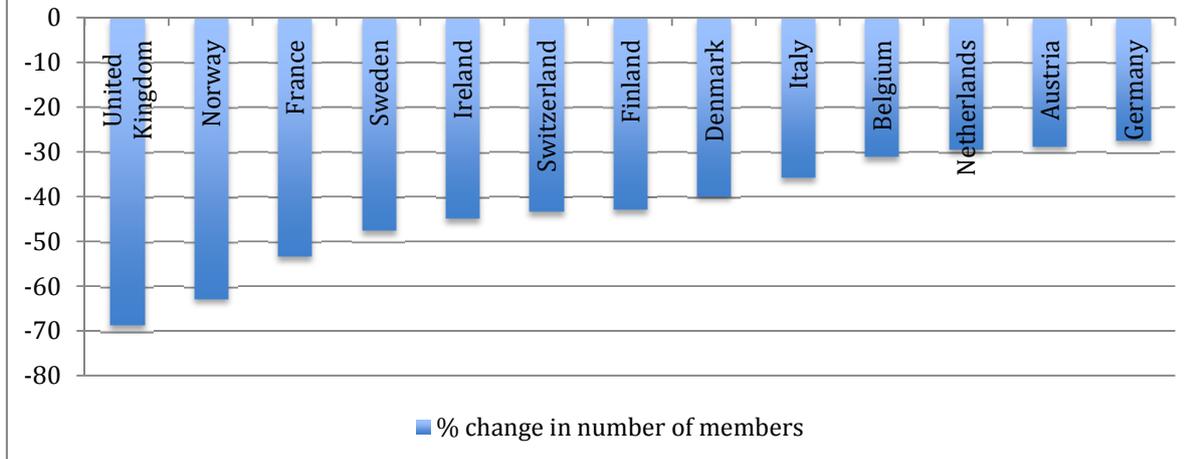


Légende : Evolution nette du taux de participation, années 1980-années 2000

Les recherches concernant le continent africain révèlent la même tendance. De 2000 à 2009, le taux de participation aux élections générales a diminué de 5 points dans une sélection de pays africains<sup>3</sup>.

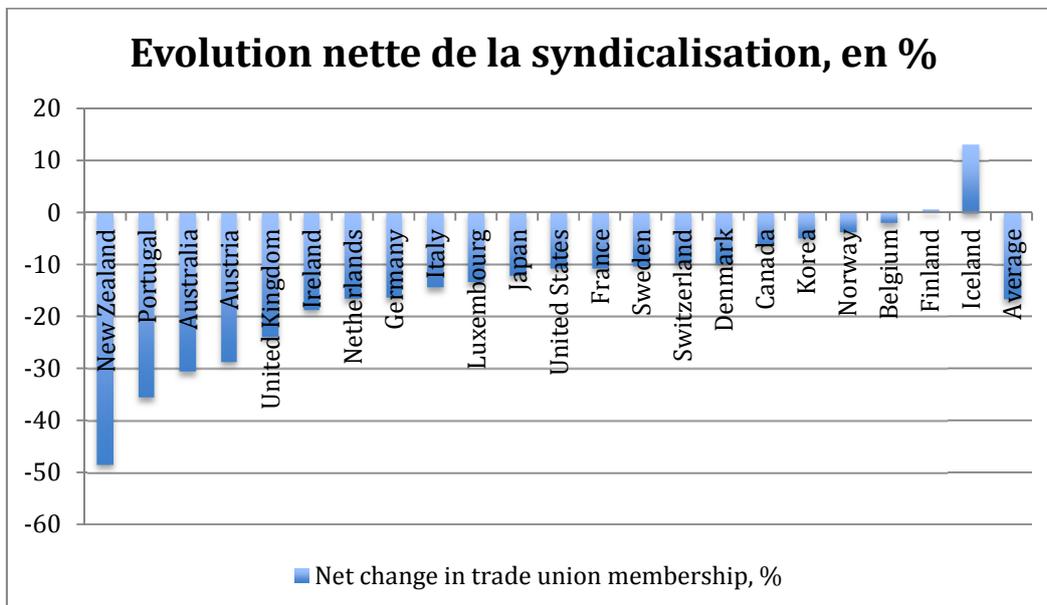
La baisse du taux de participation n'a rien de surprenant à une époque où les électeurs font de moins en moins confiance aux partis politiques qui présentent des candidats aux élections. De 1990 à 2006, la proportion des électeurs faisant « beaucoup » ou « assez » confiance aux partis politiques a chuté de 49% à 27%<sup>4</sup>, ce qui peut expliquer l'érosion du nombre d'adhérents ces dernières décennies, surtout en Europe. On constate ainsi un net recul des adhésions aux partis politiques dans 13 démocraties européennes bien établies<sup>5</sup>.

## Nombre d'adhérents aux partis politiques dans 13 démocraties européennes bien établies, 1980-2008



Légende : Evolution du nombre d'adhérents, en %

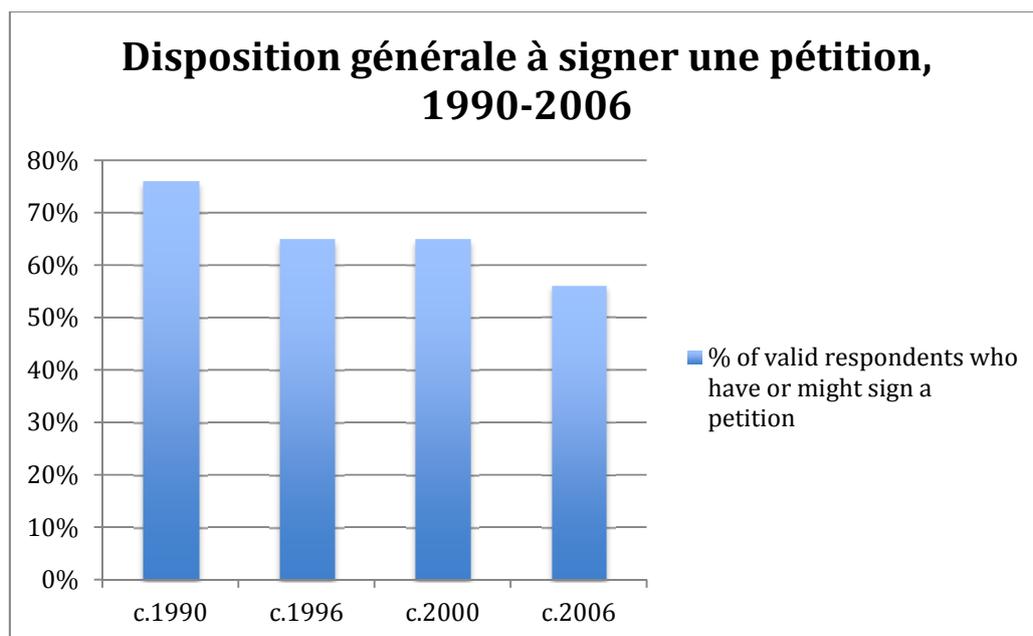
Naturellement, les partis politiques ne constituent pas le seul terrain d'engagement politique. Les syndicats par exemple remplissent eux aussi cette fonction. Malheureusement, les tendances sont tout aussi inquiétantes sur ce plan. Depuis 1980, la part des salariés syndiqués a diminué dans 20 des 22 pays passés en revue par l'OCDE. En moyenne, le taux de syndicalisation a baissé de 14 points dans ces pays<sup>6</sup>.



Légende : Evolution nette de la syndicalisation, en %

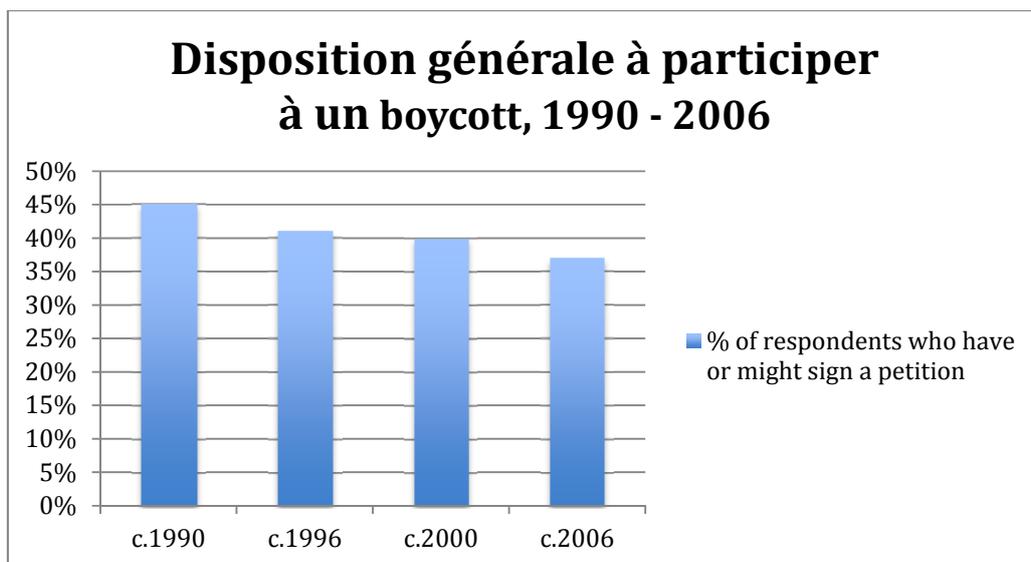
Les données ne sont pas plus rassurantes si l'on examine l'envie des individus de s'investir dans des activités démocratiques traditionnelles, comme signer des pétitions ou participer à un boycott ou une manifestation.

Entre la fin des années 1980 et la fin des années 2000, la proportion de personnes déclarant qu'elles pourraient signer une pétition ou qu'elles l'ont déjà fait a diminué de 20 points, passant de 76% à un peu plus de la moitié (56%)<sup>7</sup>.

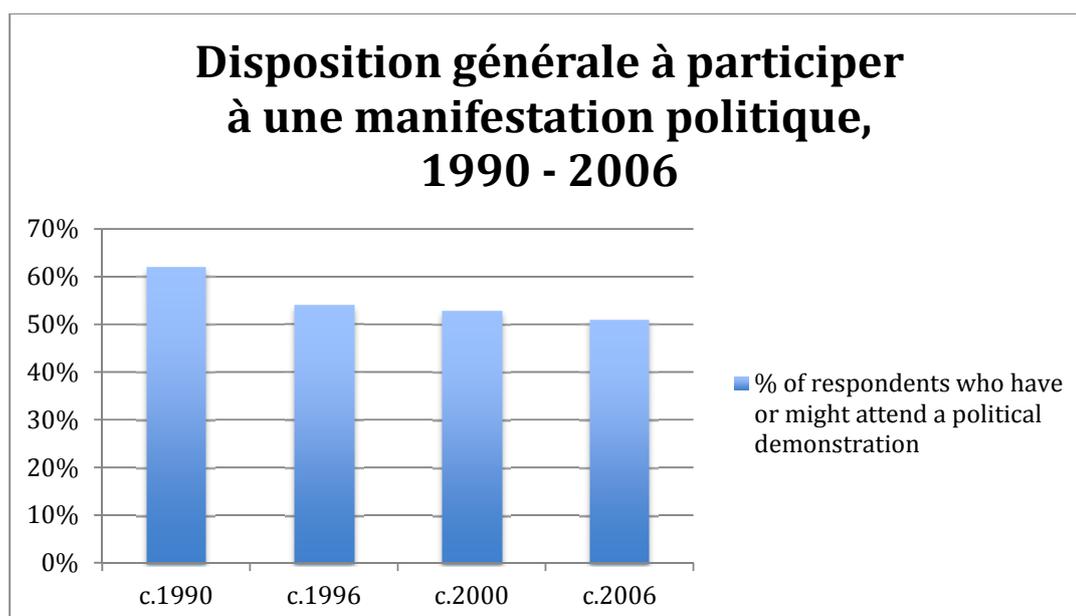


Légende : % de sondés ayant signé ou étant susceptibles de signer une pétition

De même, de moins en moins de personnes ont participé ou participeraient à un boycott ou une manifestation politique, deux modes classiques d'engagement hors ligne qui sont des caractéristiques traditionnelles dans les démocraties en bonne santé. Dans ces domaines, le recul est moins frappant, mais la tendance générale reste à la baisse. Alors que 45% des personnes déclaraient au début des années 1990 qu'elles pourraient participer ou qu'elles avaient participé à un boycott, elles n'étaient plus que 37% au milieu des années 2000. Sur la même période, la proportion de personnes disant avoir participé ou être susceptibles de participer à une manifestation politique a chuté de 62% à 51%<sup>8</sup>.



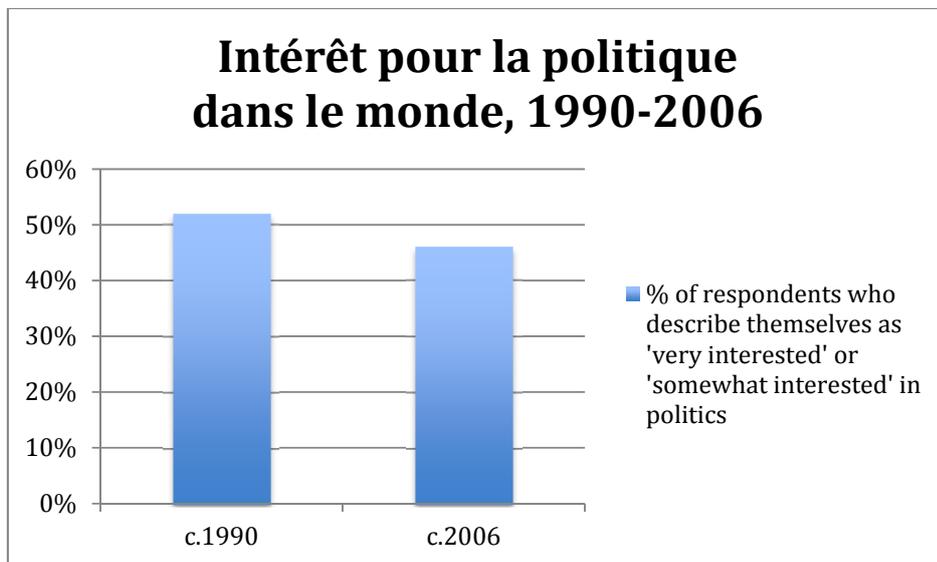
Légende : % de sondés ayant signé ou étant susceptibles de signer une pétition



Légende : % de sondés ayant participé ou étant susceptibles de participer à une manifestation politique

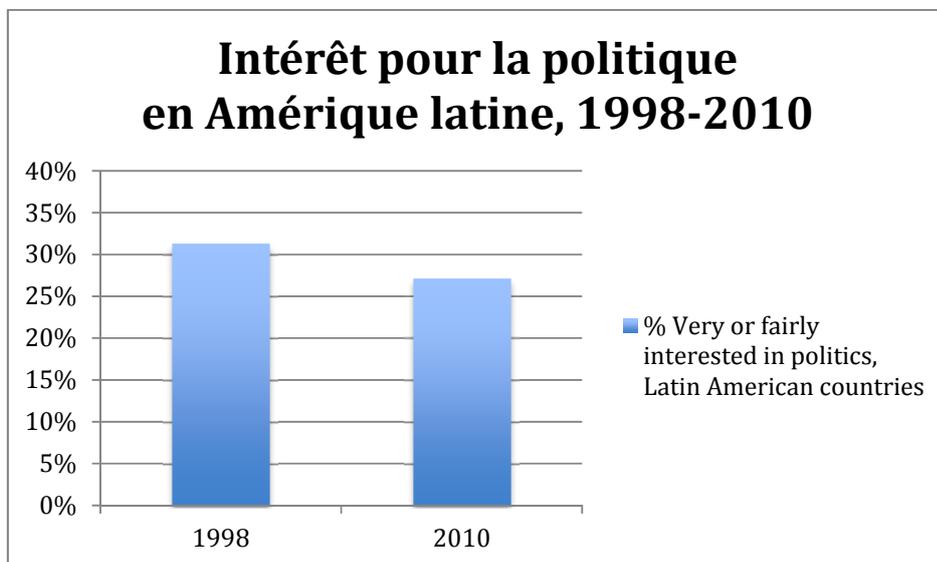
Qu'il s'agisse des activités ou des attitudes, la tendance à la baisse se confirme. Dans notre exemple, l'état d'esprit à l'égard de la politique s'est dégradé moins fortement que d'autres tendances examinées. Cela dit, le niveau était déjà tellement faible au départ qu'il n'y a guère lieu de se réjouir de cette baisse modérée.

Au début des années 1990, le World Values Survey indiquait que seules 52% des personnes interrogées se disaient « très intéressées » ou « assez intéressées » par la politique à l'échelle mondiale. Au milieu des années 2000, ce chiffre était tombé à 46%<sup>9</sup>.



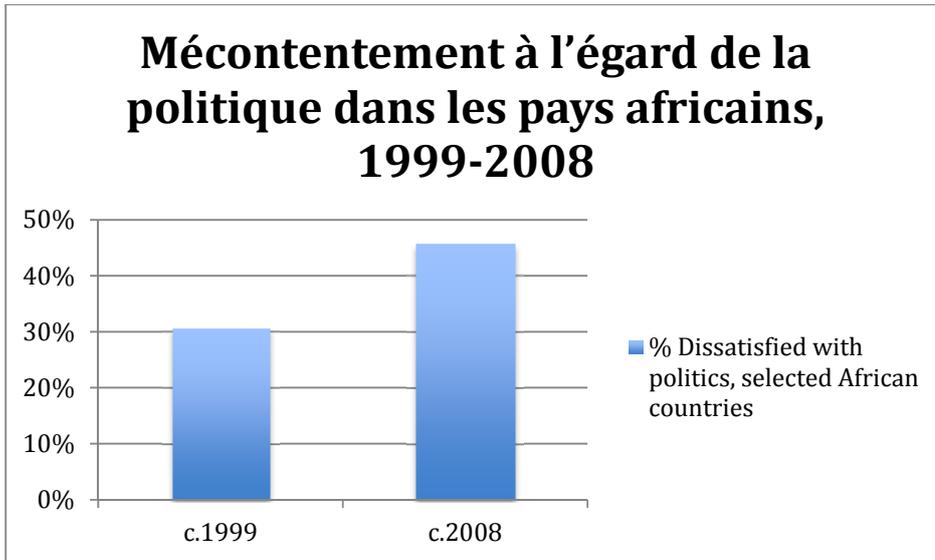
Légende : % de sondés se disant « très intéressés » ou « assez intéressés » par la politique

Les études régionales révèlent la même tendance. En 1998, les Latino-Américains étaient seulement 31% à se dire « très » ou « assez » intéressés par la politique. En 2010, ils n'étaient plus que 27%<sup>10</sup>.



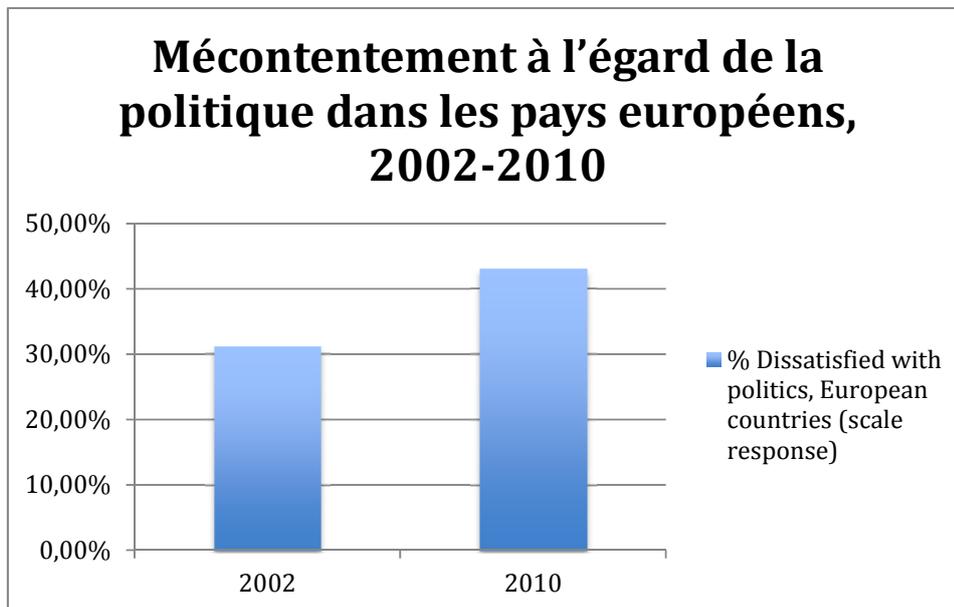
Légende : % de sondés très ou plutôt intéressés par la politique dans les pays d'Amérique latine

D'après les études régionales, ce désintérêt mondial se double d'un mécontentement croissant. Par exemple, dans 12 pays africains<sup>11</sup>, le taux de mécontentement à l'égard de la politique a augmenté de 15 points en dix ans. En 1999, 31% des Africains interrogés exprimaient ce sentiment ; ils étaient 46% en 2008<sup>12</sup>.



Légende : % de sondés mécontents de la politique dans une sélection de pays africains

Le bilan n'est pas plus positif en Europe. La proportion d'Européens se disant mécontents a augmenté de 12 points, passant de 31% à 43 % entre 2002 et 2010.



Légende : % de sondés mécontents de la politique dans les pays européens (échelle d'évaluation)

Naturellement, le « mécontentement à l'égard de la politique » n'est pas l'ennemi de la démocratie – bien au contraire. Dans l'histoire, certains triomphes de la démocratie sont nés du rejet de la politique de l'époque. Cette logique n'a pas échappé aux premiers observateurs d'internet et de la démocratie, qui étaient nombreux à penser que le web donnerait naissance à

une nouvelle forme de politique dont les citoyens mécontents s’empareraient avec enthousiasme, ce qui inverserait les tendances préoccupantes relevées jusqu’alors.

## **Partie 2 — La montée et le déclin du cyberenthousiasme**

Dans les premiers temps de la généralisation d’internet, universitaires, dirigeants gouvernementaux, experts et journalistes pensaient que le web ouvrirait une nouvelle ère pour la participation démocratique et corrigerait les tendances préoccupantes des décennies précédentes. Ces « cyberenthousiastes » fondaient leur opinion sur différents arguments.

Pour certains, le web, lieu de dialogue et de débat entre de larges groupes d’individus, devait améliorer les pratiques classiques des institutions gouvernementales en matière de consultation et d’engagement. Ces nouveautés séduiraient les citoyens déçus par les anciennes pratiques.

Pour d’autres, le web, moyen de communication universel et en temps réel, devait permettre aux citoyens et à leurs dirigeants d’interagir plus régulièrement et plus ouvertement. Les effets seraient triples : les citoyens seraient plus à même de faire connaître leurs besoins et préférences à leurs représentants politiques ; grâce à ces informations, ces derniers prendraient de meilleures décisions, reflétant davantage la volonté du peuple ; en retour, les citoyens auraient plus confiance dans leur système politique.

Dans d’autres cas, les cyberenthousiastes mettaient l’accent sur la plateforme de publication démocratique qu’est le web. Les blogs en particulier étaient vus comme un outil très efficace pour proposer de nouvelles perspectives au public et nourrir ainsi le débat d’idées, mieux qu’avec les médias traditionnels. En plus de donner la parole aux sans-voix, ce nouveau « marché d’idées » devait proposer aux consommateurs d’informations politiques un menu plus varié, aboutissant à une forme plus pluraliste de la politique.

Dans de nombreux cas, les cyberenthousiastes se sont beaucoup intéressés à la « génération numérique », terme parfois utilisé pour désigner la génération du millénaire, en référence à la place centrale que les technologies de l’information et de la communication (TIC) ont tendance à occuper dans la vie des personnes nées à partir du début des années 1980. S’appuyant sur ce concept, des auteurs avançaient qu’internet serait très utile pour mobiliser les jeunes, dont le désengagement de la politique traditionnelle hors ligne était bien attesté. Selon leurs arguments, le web proposerait aux jeunes une politique plus en phase avec leurs attentes et leurs préférences.

Enfin, un certain nombre d’observateurs prédisaient que les effets bénéfiques de l’activité politique en ligne s’étendraient à la politique hors ligne. La participation à la démocratie numérique devait être une passerelle vers la participation à la démocratie

analogique, ce qui permettrait d'améliorer le taux de participation aux élections et l'engagement auprès d'institutions politiques comme les partis et les parlements.

Naturellement, les statistiques figurant dans la première partie de ce rapport montrent qu'internet n'a pas été une panacée pour résoudre les problèmes complexes, interdépendants et profondément enracinés qui ont amoindri la qualité de la participation démocratique traditionnelle ces dernières décennies. Même si les discours donnent à penser le contraire, l'apparition d'internet n'a pas guéri la politique en démocratie.

La réalité donne raison à un certain nombre de critiques formulées contre les arguments des premiers cyberenthousiastes. Les « cybersceptiques » notent en effet que la généralisation d'internet n'a pas entraîné de pic « dans le monde réel » au niveau des taux de participation aux élections ou des adhésions aux partis politiques<sup>13</sup>.

De même, des chercheurs estiment qu'internet n'entre pas nécessairement en ligne de compte dans la décision des jeunes de participer à la vie politique, puisque ceux qui contribuent à la politique numérique s'investissent déjà souvent dans la politique hors ligne. Tout comme les jeunes non engagés ne développent pas un intérêt soudain pour la politique parce qu'elle passe au numérique<sup>14</sup>. Associés aux recherches qui questionnent les compétences numériques des jeunes, les arguments reposant sur des postulats concernant la « génération du numérique » et l'engagement politique ont été largement discrédités<sup>15</sup>.

D'autres cybersceptiques se réfèrent à des données qui incitent à se demander dans quelle mesure l'engagement citoyen en ligne est ouvert de manière égale aux différents segments de la population. Ils soulignent que ceux qui s'engagent en ligne sont souvent les mêmes que ceux qui s'engagent hors ligne<sup>16</sup>. Dans ces conditions, internet risque en réalité de creuser le fossé entre les citoyens politiquement actifs et les autres, car les premiers bénéficient de nouvelles possibilités de participer à la vie démocratique grâce au web tandis que les seconds poursuivent leur existence comme avant.

Dans la même veine, d'autres chercheurs estiment que le web, loin de développer le pluralisme politique, ne fait que renforcer les lignes de fracture en créant des « caisses de résonance » des idéologies politiques et en donnant la parole aux acteurs politiques déjà dominants, comme les médias traditionnels et les partis politiques, tout en marginalisant ceux qui ne font pas partie des centres traditionnels du pouvoir politique<sup>17</sup>.

Il est inutile de préciser que les cybersceptiques, par rapport aux premiers observateurs de la démocratie numérique, sont beaucoup moins optimistes à l'égard du potentiel d'internet en tant qu'outil de participation politique. Leurs analyses tendent à montrer que la politique en ligne est de la politique ordinaire et que les gains démocratiques découlant de la participation politique axée sur les moyens de communication numériques sont peu nombreux.

### **Partie 3 — Une nouvelle approche de la pratique et de l'étude de la démocratie numérique**

S'il convient de féliciter les cybersceptiques pour leur analyse plus nuancée et pragmatique concernant l'étude de la démocratie numérique, il ne faudrait pas pour autant considérer le web comme un outil de démocratie mineur pour le simple motif qu'il ne répond pas aux attentes énormes qui ressortaient des premières discussions dans ce domaine. Reconnaissant ce point, les chercheurs qui travaillent sur la démocratie numérique ont, pour la plupart, dépassé la stricte dichotomie initiale enthousiastes/sceptiques, en admettant que le web joue un rôle dans la démocratie mais en soulignant que l'étendue et la nature de ce rôle ne sont pas claires. La discussion est de plus en plus nuancée au fur et à mesure que les chercheurs s'interrogent : « Les réseaux sociaux encouragent-ils davantage l'engagement que les sites statiques ne le font ? » ; « La démocratie numérique a-t-elle des effets différents selon le niveau de gouvernement/le thème/la région/les caractéristiques des participants ? » ; « Comment les partis politiques/les parlements/les gouvernements utilisent-ils le web pour toucher le public ? ». Les chercheurs concluent dans certains cas qu'internet enrichit la démocratie, et dans d'autres que ses effets sont neutres voire préjudiciables.

En dépit des différences concernant leur sujet et leurs conclusions, ce qui relie nombre de ces études – et ce qui les ramène aux premiers débats entre enthousiastes et sceptiques – c'est leur volonté de mesurer la démocratie numérique en appliquant les normes de la démocratie hors ligne ; les chercheurs se penchent sur les activités politiques classiques hors ligne, qu'ils évaluent dans leur version numérique. Par conséquent, leur champ de vision se limite généralement aux institutions politiques traditionnelles, comme les partis, les parlements et les gouvernements ; aux acteurs politiques traditionnels, comme les représentants élus, les militants et les associations de défense, et aux activités démocratiques traditionnelles, comme les débats politiques et la participation à des manifestations ou à des consultations.

Ce point de départ peut sembler raisonnable. Après tout, ces chercheurs souhaitent déterminer si internet a des effets positifs ou négatifs sur nos traditions en matière de démocratie. Cependant, il s'est avéré que le web offre un potentiel maximal lorsqu'on ne se contente pas de transposer au numérique les activités hors ligne, mais que l'on repense les anciennes traditions et que l'on en crée de nouvelles en misant sur les possibilités exceptionnelles de ce moyen de communication. Si le site Wikipedia est aujourd'hui une ressource très utilisée, c'est parce qu'il s'appuie sur la capacité du web à permettre des échanges d'informations et une collaboration à moindre coût, et non parce qu'il a transposé au numérique les modèles de production et de distribution des encyclopédies hors ligne. Le site Amazon n'est pas juste une version numérique d'une librairie classique ; il exploite les possibilités offertes par le web pour permettre aux internautes de publier des commentaires en ligne et pour mieux comprendre ses clients.

Quelles sont exactement les fonctionnalités du web ? Autrement dit, « que sait-il faire » ? Il permet des effets de réseau, ainsi que la production, la collecte et l'analyse

d'ensembles de données à grande échelle qui décrivent nos activités en ligne (données massives ou « big data »), et réduit les coûts liés à l'identification et à la coordination d'un grand nombre d'acteurs ayant des intérêts et objectifs communs. Si nous abordons la démocratie numérique en examinant ces fonctionnalités, nous pourrions identifier toute une série de nouvelles activités et pratiques qui servent la démocratie mais que les recherches sur la démocratie numérique ont jusqu'à présent largement ignorées. Pour ce faire, nous prendrons trois exemples.

### *1. La politique dans des espaces non politiques*

La relative facilité avec laquelle on peut identifier et coordonner des individus partageant les mêmes idées dans les forums, sur les blogs et grâce aux hashtags de Twitter permet à des groupes d'individus, même les plus restreints, de bâtir des communautés en ligne florissantes qui peuvent faire de la « politique au quotidien » en toute discrétion. Scott Wright, de l'université de Leicester (Royaume-Uni), s'est penché sur ce phénomène et a noté que les espaces en ligne non politiques, pour des personnes typiquement coupées de la politique, peuvent être un lieu où débattre de questions d'actualité qui les concernent ou qui concernent les intérêts de leur communauté en ligne<sup>18</sup>. Le site britannique Mumsnet<sup>19</sup> est un bon exemple de « politique dans un espace non politique ». Au départ, ce forum devait permettre aux parents d'échanger des informations et de s'entraider. Le site a ensuite évolué pour devenir une plateforme permettant aux parents de participer au débat politique sur des questions comme l'étiquetage alimentaire, les politiques en matière de garde d'enfants ou la publicité ciblant les enfants. En l'occurrence, un site qui n'a pas visiblement un caractère « politique » donne aux mères de famille – une catégorie de la société très occupée, difficile à toucher – un accès au débat politique sur les grandes questions de société. Cela dit, dans la mesure où la plupart des études sur la démocratie numérique sont axées sur les activités politiques hors ligne traditionnelles qui sont menées en ligne, les sites comme Mumsnet sont rarement pris en considération. Les études évaluent plutôt le rôle d'internet dans la démocratie en examinant des blogs politiques, des sites d'information et des groupes expressément politiques sur Twitter et Facebook. Ces sites sont certes importants à des fins d'enquête, mais ils ne forment qu'une partie d'un tout.

### *2. De nouveaux modes de participation politique*

Les chercheurs tendent à analyser la démocratie numérique en partant de notions préconçues sur « ce qui compte » comme engagement démocratique. Les études évaluent dans quelle mesure le web soutient les modèles de démocratie délibérative, directe et représentative ainsi que les théories et pratiques bien établies dans le monde de la politique hors ligne. Or, si l'on examine ce que le web « sait faire » – réduire les coûts de coordination et permettre l'échange en temps réel de données riches – on se rend compte que de nouvelles pratiques d'engagement émergent, qui ne cadrent pas exactement avec celles héritées de la politique hors ligne.

Bon nombre de ces pratiques peuvent être rattachées à la catégorie générale de l'« externalisation ouverte » (*crowdsourcing*). Ce terme désigne des initiatives qui sollicitent les ressources (intellectuelles, financières ou autres) d'un groupe d'individus ou d'organisations afin d'aboutir à un résultat (décision, produit ou processus).

Beth Noveck, auteur de l'ouvrage *Wiki Government*<sup>20</sup> et ancienne directrice des technologies dans le gouvernement Obama, est souvent citée comme une partisane du crowdsourcing sur le web. Comme elle l'explique, cette technique est très utile pour exploiter les compétences et connaissances particulières de groupes de citoyens sur des questions spécifiques qui les intéressent. Elle donne l'exemple du système Peer To Patent créé par le gouvernement des Etats-Unis, dans le cadre duquel le Bureau américain des brevets et des marques fait appel aux citoyens pour mieux gérer le volume énorme de demandes de brevets reçues. Dans ce cas précis, les participants sont invités à collaborer avec le gouvernement pour résoudre un problème que ce dernier ne pourrait pas gérer seul de manière efficace. Beth Noveck parle de « démocratie collaborative » et propose d'appliquer ce modèle pour mobiliser beaucoup d'autres petits groupes de la société. Les parents pourraient ainsi évaluer collectivement les programmes de garde d'enfant. Les étudiants pourraient lancer des idées concernant des dispositifs de prêts étudiants. Si les institutions adoptaient ce type d'approche et collaboraient régulièrement avec des groupes d'individus non représentatifs sur des questions très pointues qui les concernent, on constaterait peut-être que le crowdsourcing sur le web permet une augmentation générale de la participation grâce à des modes d'engagement variés et spécialisés qui mettent l'accent sur des groupes particuliers et des questions particulières. Dans le cas des gouvernements, on pourrait ainsi faire appel à des petits groupes ayant des connaissances spécifiques sur des problèmes politiques spécifiques – comme dans l'exemple du système Peer To Patent. Pour les parlements et les partis politiques, ces groupes niches peuvent représenter certaines catégories de la population dont ils souhaitent mieux comprendre les intérêts et besoins particuliers afin d'en tenir compte.

Une autre approche du crowdsourcing vise à réduire les barrières qui dissuadent de nombreuses personnes de participer à la vie démocratique. En d'autres termes, le but est de faciliter le plus possible la contribution à l'effort collectif en exploitant les fonctionnalités du web et des technologies associées. Air Quality Egg<sup>21</sup>, un petit capteur en forme d'œuf qui prend des relevés géolocalisés de la qualité de l'air et les envoie par internet à une base de données centrale, en est un exemple. Pour être efficace, il doit être installé dans de très nombreux lieux dans une région donnée. Ses créateurs l'ont donc conçu de telle manière qu'il puisse être « adopté » par les citoyens, qui le conservent chez eux pour générer des relevés de la qualité de l'air. Il s'agit d'un acte de participation relativement passif, qui ne serait certainement pas jugé satisfaisant s'il était évalué à partir des modèles traditionnels d'engagement démocratique. Avec ce dispositif, les citoyens ne participent pas à un débat sur leurs préférences et leurs besoins, ils ne votent pas pour ou contre une idée politique et ils n'essaient pas de convaincre un responsable politique de représenter leurs intérêts. Néanmoins, ils contribuent à un vaste effort en aidant à réunir des ensembles de données nécessaires pour inscrire la question de la qualité de l'air sur l'agenda politique et améliorer la politique publique dans ce domaine.

Des sites comme FixMyStreet<sup>22</sup> sont basés sur un modèle similaire. Avec cet outil, les développeurs du site britannique MySociety<sup>23</sup> mettent à la disposition du public une plateforme pour signaler facilement à leur municipalité des problèmes tels que des nids-de-poule et des tags. Cette initiative exploite elle aussi la capacité du web à permettre des échanges d'informations à faible coût et en temps réel. Là encore, l'acte en soi ne cadre pas avec le modèle des actes traditionnels d'engagement démocratique. Pourtant, comme dans le cas d'Air Quality Egg, les personnes qui utilisent FixMyStreet rendent service à leur communauté, en s'appuyant sur internet pour infléchir les décisions et les actions des responsables politiques d'une manière qui n'était pas possible avant l'émergence du web et d'autres technologies.

### *3. Internet, un outil de recherche*

Le web s'est révélé être un puissant outil de recherche, car il permet à la fois de collecter des quantités impressionnantes de données et de mener des recherches novatrices. Au vu de ces fonctionnalités, il devrait être considéré comme un outil d'engagement démocratique mais aussi comme un instrument d'étude et d'évaluation de cet engagement.

Certains chercheurs ont commencé à exploiter ce potentiel. L'Oxford Internet Institute et le projet « Gouverner sur le web »<sup>24</sup> de la London School of Economics ont utilisé des expériences basées sur le web pour mieux comprendre ce qui incite les personnes à participer à une action collective (par exemple une manifestation ou un don en faveur d'une cause). Ils ont identifié les facteurs psychologiques qui interviennent dans ce type de décision, ainsi que le rôle des informations sociales dans la promotion de la participation (par exemple, le fait d'indiquer aux participants potentiels combien d'autres personnes ont déjà apporté leur contribution)<sup>25</sup>.

Ces chercheurs s'appuient également sur les données massives extraites du web pour mieux comprendre la dynamique de l'action collective. Dans une étude, l'analyse de données provenant de plus de 8 000 pétitions hébergées sur un site de pétitions électroniques a révélé que le nombre de signatures recueillies le premier jour était un élément important pour déterminer le succès à long terme, c'est-à-dire que les pétitions remportant le plus de succès obtiennent un soutien massif dès le début<sup>26</sup>.

Dans ces exemples, le web constitue une plateforme de recherche (dans le cas des expériences) et une nouvelle source de données (dans le cas de l'étude sur les pétitions), dont il est possible de tirer des enseignements importants sur les mécanismes de l'action collective. Ces recherches peuvent ensuite servir à l'élaboration d'initiatives en faveur d'un engagement hors ligne ou en ligne afin d'accroître les taux de participation. Si les technologies numériques continuent à jouer un rôle de coordination crucial à l'avenir, comme ce fut le cas récemment avec le mouvement Occupy, le Printemps arabe et les manifestations contre l'augmentation des frais de scolarité et les mesures d'austérité, les recherches de ce type seront encore plus capitales. Dans ce cas, le web s'avérera important pour les mouvements de protestation de par sa fonction de coordination mais aussi en raison des informations qu'il donne sur les leviers à actionner pour la réussite de ces manifestations.

Au-delà de l'éclairage qu'il apporte sur la dynamique de la participation démocratique des citoyens, internet est également à l'origine de nouveaux outils et de nouvelles données qui peuvent aider à étudier les institutions gouvernementales. Il constitue ainsi un nouveau moyen d'obliger ces dernières à rendre des comptes. Des chercheurs analysent les hyperliens afin de savoir vers quels types d'organisations renvoient les liens figurant sur les sites officiels des partis politiques, ce qui renseigne sur les enjeux et les idéologies qui sous-tendent les mandats des partis<sup>27</sup>. D'autres chercheurs collectent des données provenant des comptes des gouvernements sur les réseaux sociaux, à partir desquels ils déterminent avec qui les gouvernements travaillent en réseau, quels types d'informations ils diffusent (ou taisent) et jusqu'à quel point ces moyens de communication sont au service d'une véritable interaction avec le public<sup>28</sup>. Au fur et à mesure que les partis, les parlements et les gouvernements développeront leur présence en ligne, les traces de données laissées par ces activités constitueront de nouveaux matériaux importants pour les chercheurs, les journalistes et les citoyens qui s'intéresseront aux institutions politiques.

Les trois exemples ci-dessus tendent à montrer que pour mieux analyser le web en tant qu'outil au service de la démocratie, il ne faut pas commencer par examiner les activités démocratiques traditionnelles ou le rôle joué par le web dans ce domaine, mais plutôt les fonctionnalités exceptionnelles d'internet, qui permettent toute une série de nouvelles applications démocratiques. Donc, quels sont les atouts du web ? Il aide des personnes ayant les mêmes préoccupations à créer des communautés, qui peuvent susciter un engagement politique dans des espaces non politiques. Il facilite la coordination et l'échange d'informations, offrant ainsi aux citoyens de nouvelles possibilités de contribuer à leurs institutions gouvernementales de manière originale. Enfin, il est une puissante plateforme de recherche, qui contient des données et renferme des outils d'analyse éclairant d'un jour nouveau les problèmes déjà anciens auxquels se heurtent nos démocraties, et dont les enseignements pourraient améliorer sensiblement l'élaboration des initiatives en faveur de l'engagement dans les prochaines années.

## **Partie 4 — Utiliser le web pour porter atteinte à la démocratie**

La partie précédente explique qu'il est plus pertinent d'évaluer le web comme outil d'engagement démocratique en commençant par examiner les fonctionnalités qu'il offre en tant que moyen de communication. Mais ce faisant, il faut faire attention à ce que le web ne porte pas atteinte aux valeurs et fondements de la société démocratique.

Il est évident, après les récentes révélations faites par le donneur d'alerte américain Edward Snowden, que le web peut être utilisé par les Etats pour mener de vastes programmes de surveillance à une échelle qui n'était pas possible auparavant. Le web et les technologies associées étant de plus en plus présents dans la société (une grande partie de notre vie sociale et professionnelle laisse des traces numériques), les possibilités de violation de la vie privée se

multiplient. Si cette surveillance devient (ou est déjà) généralisée à travers le monde, les citoyens auront certainement encore moins confiance dans leurs institutions politiques. Et en l'absence de garanties relatives au respect de la vie privée, la coordination en ligne de manifestations et la diffusion de critiques à l'égard des gouvernements risquent fort de cesser là où les régimes autoritaires menacent déjà la sécurité des dissidents.

De même, lorsqu'on examine les fonctionnalités du web, il est important de garder à l'esprit qu'elles ne sont pas accessibles à tous de manière égale partout dans le monde. Certains programmes de censure sophistiqués, soutenus par l'Etat, déterminent quels sites peuvent être consultés par les citoyens et de quelle manière. Internet n'est pas un phénomène mondial uniforme – les citoyens ont accès à des plateformes différentes selon l'Etat où ils vivent. Lorsque l'accès à certaines informations, à certains sites et à certaines fonctionnalités est restreint, le web s'avère être un outil nettement moins puissant au service de la démocratie.

Enfin, l'enthousiasme qui entoure les nouvelles formes d'engagement citoyen rendues possibles par le web devrait être tempéré car ces nouvelles pratiques soulèvent des questions de responsabilité. Si la baisse des coûts de collaboration peut permettre aux institutions politiques de faire appel à la collectivité pour verser des fonds, lancer des idées politiques et, dans le cas des gouvernements, fournir des services publics, il n'est pas certain que le public en sorte toujours gagnant puisque ces tâches lui sont en fait déléguées. Qui doit rendre des comptes lorsque le crowdsourcing aboutit à un échec ? Les institutions politiques sont-elles favorables à ces pratiques parce qu'elles réduisent la charge de travail – et donc la responsabilité – qui va de pair avec les modèles de production traditionnels dans lesquels elles jouent un rôle essentiel ?

Ces trois problématiques montrent que si le web a prouvé qu'il pouvait être un puissant outil au service de la démocratie, il ne faut pas pour autant adopter une position déterministe fondée sur la technologie en partant du principe qu'internet soutient nécessairement les idéaux démocratiques. Le web peut certes offrir des fonctionnalités particulières mais au final, en tant qu'« outil de démocratie », il est pour une large part ce que nous en faisons. Le rapport se conclut ainsi par une série de recommandations adressées aux chercheurs, à la société civile, aux gouvernements et aux parlements afin de les inciter à exploiter le web pour renforcer – et non affaiblir – la démocratie.

## Partie 5 — Recommandations

- Les **chercheurs** devraient développer leur palette d'outils pour y inclure le web, nouvelle source de données et nouvelle plateforme de recherche, lorsqu'ils abordent le sujet de la démocratie numérique. Il faudrait probablement adopter des approches plus interdisciplinaires et collaboratives, en s'appuyant sur des domaines comme l'informatique et sur des compétences comme l'analyse des réseaux sociaux, pour appréhender la démocratie numérique. En menant ce type de recherches, les

universitaires ne devraient pas se limiter aux activités politiques traditionnelles, mais réfléchir plus largement aux activités et moyens non intuitifs et non conventionnels qui facilitent l'engagement démocratique en ligne. Enfin, ils devraient garder à l'esprit la nécessité d'élaborer des recommandations politiques à partir de leurs conclusions. La société civile, les gouvernements et les parlements n'ont pas toujours les informations dont ils auraient besoin pour faire les bons choix concernant l'élaboration et la mise en œuvre des initiatives en faveur de l'engagement. Sur ce plan, il existe de nombreuses possibilités de coopération entre le monde universitaire et ces autres acteurs.

- Les groupes de la **société civile** devraient examiner les stratégies utilisées à l'heure actuelle pour encourager et faciliter leur interaction avec le public. Dans de nombreux cas, le web sert simplement à transposer dans l'univers numérique les anciennes pratiques, par exemple en remplaçant les lettres par des messages électroniques. Le crowdsourcing, le financement participatif et les campagnes virales sur les réseaux sociaux offrent des possibilités d'engagement à fort potentiel, mais ces tactiques ne sont pas encore généralisées dans le secteur. En plus de mieux communiquer avec le public, les groupes de la société civile peuvent aussi utiliser internet pour inciter davantage les gouvernements et les parlements à rendre des comptes. Avec la place croissante du numérique dans l'activité politique, les actions des dirigeants laissent des traces, qu'il s'agisse de tweets, d'hyperliens ou de contenus sur des sites. En faisant un travail de collecte et d'analyse et en publiant les conclusions tirées de ces traces numériques, la société civile sera plus à même de contrôler les comportements des responsables politiques et d'améliorer la représentation démocratique. Pour exploiter ces possibilités, les groupes de la société civile devront faire appel à de nouveaux types d'expertise, en recrutant des personnes qui possèdent des compétences en programmation informatique et en analyse de données à grande échelle afin de compléter la palette de compétences recherchées par ce secteur dans des domaines comme la sensibilisation, la communication et la collecte de fonds.
- Les **gouvernements** et les **parlements** devraient reconnaître qu'ils n'ont plus le monopole de l'engagement démocratique ; en effet, le web offre aux citoyens un grand nombre de nouveaux modes de participation. Si cette prolifération est encourageante, il n'en demeure pas moins que les citoyens sont de moins en moins désireux de s'investir dans les institutions plus traditionnelles de la démocratie, comme nous l'avons souligné au début de ce rapport. Mumsnet et Air Quality Egg sont deux nouveaux moyens de participation originaux, mais il est important que les citoyens se rendent aux urnes lorsque des élections sont organisées. Après tout, en tout cas dans le proche avenir, les institutions traditionnelles de la démocratie resteront de formidables acteurs dans le système politique.

Pour retisser les liens entre le public et ces institutions, les gouvernements et les parlements doivent réfléchir plus créativement au potentiel du web comme plateforme d'engagement au lieu de se contenter de reproduire en ligne les anciens outils comme les consultations et les assemblées publiques. De même, ils ne devraient pas partir du

principe que le public voudra s'engager à leurs conditions ou dans leur espace ; si internet donne aux citoyens de nouveaux moyens de débattre des questions politiques, les gouvernements et les parlements doivent les découvrir et y participer.

Les gouvernements et les parlements doivent aussi mieux tirer profit du web en tant que source de données agrégées décrivant les préférences et les besoins des citoyens qu'elles représentent. Comme indiqué plus haut, certains gouvernements analysent systématiquement les données du web dans le cadre de programmes de renseignement controversés, mais les services publics et les parlements pourraient aussi s'en servir pour « prendre le pouls de la population » et faire en sorte que l'agenda politique reflète davantage les questions qui préoccupent les gens. Parallèlement, les Etats doivent reconnaître que s'il est nécessaire d'exercer une certaine surveillance secrètement, au nom de la sécurité nationale, ces programmes ont un coût, car ils risquent d'éloigner encore plus les citoyens de leurs institutions.

Enfin, en tirant des enseignements des recherches émergentes qui explorent les mécanismes de l'action collective, les gouvernements et les parlements pourraient imaginer de nouveaux modèles de vote, d'adhésion aux partis et de participation directe qui séduisent davantage les citoyens. Dans certains cas, il faudrait peut-être réinventer ou abandonner les pratiques traditionnelles de la démocratie représentative qui ont cours aujourd'hui. Il est certain que cette adaptation ne sera pas facile, mais elle sera probablement nécessaire pour inverser certaines des tendances inquiétantes évoquées au début de ce rapport, qui nourriront une grande partie des discussions lors du Forum mondial de la démocratie du Conseil de l'Europe.

---

<sup>1</sup> « Démocratique » s'entend comme un pays qui a une moyenne de 3 ou moins d'après le classement de Freedom House. Freedom House utilise une échelle de 7 points où 1 représente le plus libre et 7 le moins libre. Les classements de chaque pays dans « Droits politiques » et « libertés civiles » sont des moyennes.

<sup>2</sup> The International Institute for Democracy and Electoral Assistance

<sup>3</sup> Afrobarometer

<sup>4</sup> World Values Survey

<sup>5</sup> Van Biezen, I., Mair, P., & Poguntke, T. (2012). Going, going,... gone? The decline of party membership in contemporary Europe. *European Journal of Political Research*, 51(1), 24-56.

<sup>6</sup> Organisation de coopération et de développement économiques

<sup>7</sup> World Values Survey

<sup>8</sup> World Values Survey

<sup>9</sup> World Values Survey

<sup>10</sup> Latinobarometro

<sup>11</sup> Botswana, Ghana, Lesotho, Malawi, Mali, Namibia, Nigeria, South Africa, Tanzania, Uganda, Zambia and Zimbabwe

<sup>12</sup> Afrobarometer

<sup>13</sup> Bimber, B. (2001). Information and political engagement in America: The search for effects of information technology at the individual level. *Political Research Quarterly*, 54(1), 53-67.

- 
- <sup>14</sup> Barnard, R. (2009). Decoding Youth Engagement. Présentation faite à la Library of Parliament's Youth and Democracy Dialogue Session. Ottawa, Canada.
- <sup>15</sup> <http://eprints.lse.ac.uk/27739/>
- <sup>16</sup> Di Gennaro, C., & Dutton, W. (2006). The Internet and the public: Online and offline political participation in the United Kingdom. *Parliamentary Affairs*, 59(2), 299-313.
- <sup>17</sup> Margolis, M., & Resnick, D. (2000). *Politics as usual*. Sage Publications, Inc.; Hindman, M. (2008). *The myth of digital democracy*. Princeton University Press.
- <sup>18</sup> <http://www2.le.ac.uk/departments/media/people/scott-wright>
- <sup>19</sup> [www.mumsnet.com](http://www.mumsnet.com)
- <sup>20</sup> Noveck, B. S. S. (2009). *Wiki government: how technology can make government better, democracy stronger, and citizens more powerful*. Brookings Institution Press.
- <sup>21</sup> <http://airqualityegg.com/>
- <sup>22</sup> <http://www.fixmystreet.com/>
- <sup>23</sup> <http://www.mysociety.org/>
- <sup>24</sup> <http://www.governmentontheweb.org/>
- <sup>25</sup> Margetts, Helen Zerlina, John, Peter, Reissfelder, Stephane and Hale, Scott A. (2012). Social Influence and Collective Action: An Experiment Investigating the Effects of Visibility and Social Information Moderated by Personality. Available at SSRN: <http://ssrn.com/abstract=1892805> or <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.1892805>
- <sup>25</sup> Hale, Scott A., Margetts, Helen Zerlina and Yasseri, Taha. (2012). Petition Growth and Success Rates on the UK No. 10 Downing Street Website. Proceedings of the 4th Annual ACM Web Science Conference, Forthcoming. Available at SSRN: <http://ssrn.com/abstract=2041856> or <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2041856>
- <sup>26</sup> Hale, Scott A., Margetts, Helen Zerlina and Yasseri, Taha. (2012). Petition Growth and Success Rates on the UK No. 10 Downing Street Website. Proceedings of the 4th Annual ACM Web Science Conference, Forthcoming. Available at SSRN: <http://ssrn.com/abstract=2041856> or <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2041856>
- <sup>27</sup> Ackland, R. & Gibson, R. (2013). Hyperlinks and Political Communication: A Comparative Study of Parties Online. *International Journal of Social Research Methodology*.
- <sup>28</sup> Clarke, A. (2012). 'Open dialogue' and the Government of Canada's use of social media: bureaucratic barriers to democratic engagement in the digital age. Document présenté à Conférence annuelle de la Canadian Political Science Association. Edmonton, Alberta